

qu'on observe particulièrement dans les petites entreprises du secteur des services, mais aussi dans certaines branches de la fonction publique.

Les questions 9 et 10 touchent aux thèmes du capital humain, notamment par rapport aux jeunes et à l'immigration. La crise semble avoir accentué le manque d'opportunités pour des postes de travail hautement qualifié, particulièrement dans les secteurs de l'économie et de la connaissance, puisque la moitié des jeunes italiens diplômés du supérieur demeurent en recherche d'emploi ou travaillent dans une occupation sous-qualifiée (phénomène des jeunes surqualifiés). Face à la diminution des occupations intellectuelles et techniques et à l'augmentation des occupations élémentaires, c'est l'immigration qui permet de répondre à la forte demande de travail non qualifié. De même, au milieu de la crise économique, ce sont les immigrés, hommes comme femmes, qui contribuent significativement à la hausse des taux d'emploi, au prix d'une qualité du travail de plus en plus mauvaise.

Dans la partie conclusive de l'ouvrage, E. Reyneri et F. Pintaldi adressent des suggestions, énumèrent les bonnes pratiques, et évaluent le degré auquel l'Italie s'en rapproche. La croissance économique, argument fort de l'UE, est désignée comme principal moteur de sortie de la crise, en insistant sur la nécessité d'innover dans les politiques industrielles et les politiques fiscales pour que les politiques de l'emploi puissent relancer l'emploi.

Cette conclusion n'est pas surprenante dans la mesure où l'ensemble du livre semble marqué par une approche en termes de *benchmark* telle que le promeut l'UE. En effet, bien que ce travail très ambitieux et sans doute très réussi se caractérise par une véritable interprétation sociologique des données et des catégories statistiques, on peut regretter qu'il lui manque une mise en perspective critique des catégories et des discours européens sur la crise. Ces éléments, souvent empreints d'un certain économisme, semblent parfois dominer la perspective d'analyse, sans forcément tenir compte du fait que leurs applications sont susceptibles de nuire surtout aux pays comme l'Italie.

Valeria Insarauto

Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST), UMR 7317 CNRS – Aix-Marseille
Université, 35, avenue Jules-Ferry, 13626 Aix en Provence Cedex 01, France
Adresse e-mail : valeria.insarauto@univ-amu.fr

Disponible sur Internet le 17 juillet 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.socotra.2015.06.024>

La société des affects. Pour un structuralisme des passions, F. Lordon. Le Seuil, Paris (2013). 284 pp.

Frédéric Lordon poursuit sa réflexion engagée depuis plusieurs années sur les affects à partir d'une relecture de Baruch Spinoza, dont l'ambition affichée est de renouveler les approches critiques en revivifiant le dialogue entre sciences sociales et philosophie. L'auteur, certainement le plus visible dans l'espace francophone sur cette notion, propose un nouvel ouvrage pour défendre le « structuralisme des passions ». La thèse du livre, si on peut la contester, a le mérite d'être explicitement formulée :

« Il y a des structures, et dans les structures il y a des hommes passionnés ; *en première instance* les hommes sont mus par leurs passions, *en dernière analyse* leurs passions sont largement déterminées par les structures ; ils sont mus le plus souvent dans une direction

qui reproduit les structures, mais parfois dans une autre qui les renverse pour en créer de nouvelles : voilà, à l'essentiel, l'ordre des faits que voudraient saisir les combinaisons particulières du structuralisme des passions » (p. 11).

L'ouvrage se divise en quatre parties. La première, intitulée « Recroisements », défend une intensification du dialogue entre philosophie et sciences sociales. On ne peut qu'adhérer à cette volonté de nourrir les sciences sociales de la « puissance conceptuelle » (p. 48) de la philosophie, même si F. Lordon justifie la nécessité d'un rapprochement par leur faiblesse théorique actuelle supposée. En effet, pour l'auteur, « les sciences sociales [...] semblent désertier la théorie pour les assurances étroites du seul travail empirique » (p. 48). Or, si l'on partage la croyance quant aux bénéfices du dialogue, le constat est inutilement sévère et semble davantage correspondre aux troubles théoriques que traverse la science économique — malmenée par ses prétentions mathématico-systématiques — qu'à l'état actuel des réflexions en anthropologie, sociologie ou histoire.

La seconde partie, « Structures », prend le contre-pied d'une interprétation psychologique des passions qui renverrait les affects à un sujet atomique et irréductible. Nul n'est « rationnel », libre ou extérieur au social, et les structures façonnent les individus, leurs comportements et leurs actions. Toutefois, F. Lordon, en lecteur averti de Pierre Bourdieu, partage avec lui le souci d'articuler le poids des structures avec leurs formes d'expression, pour penser conjointement structures et individu (et plutôt action) à travers les corps affectés, où s'exprimerait l'ordre social. Mais ce sont bien les structures qui génèrent les passions ; en retour, elles sont transformées par une évolution des affects. L'intérêt des chercheurs doit donc se porter en priorité, si ce n'est exclusivement, sur les structures sociales, puisque ce sont en elles que réside la dynamique des transformations.

Aux « Structures » succèdent les « Institutions », dont F. Lordon pointe d'abord la faible théorisation. Or, suivant Paul Fauconnet et Marcel Mauss pour qui « une institution [n'est qu'] un ensemble d'actes ou d'idées tout institué que les individus trouvent devant eux et qui s'impose plus ou moins à eux » (cité p. 170), l'auteur cherche à saisir ce qu'elles produisent et la manière dont elles « impressionnent » (p. 188). En effet, c'est par leur capacité à susciter des émotions et à engendrer des affects (comme la joie, la peur, la crainte, l'enthousiasme, etc.) que les institutions agiraient sur les individus. Cette capacité fonderait alors leur légitimité — qui n'aurait plus à voir avec la nature de l'institution ou son mode d'action —, leur permettant d'asseoir leur autorité et, *in fine*, de gouverner.

Enfin, la partie « Individus » termine l'ouvrage pour interroger le désir de la soumission à la domination et, à travers lui, la permanence et l'extension du capitalisme et du libéralisme. F. Lordon aborde notamment la question salariale et l'acceptation des soumis. Il défend l'idée selon laquelle la division du travail s'accompagne d'une division des désirs : à chacun une place, et à chaque place des désirs liés qui la rendent acceptable voire souhaitable. Ainsi, et contrairement à l'idéologie libérale, ce ne sont pas les qualités ou les mérites d'un individu qui sont rémunérés, mais bien une structure qui se reproduit dans et par l'inégalité, et qu'il importerait donc de mettre à mal en transformant les affects qu'elle produit.

Les différentes parties s'enchâssent pour abonder la remise en cause nécessaire d'une certaine vision de l'humain. La philosophie des affects est ainsi mise au service d'une critique des sous-basements anthropologiques implicites de l'économie majoritaire (plus que de la science sociale), et permet de rappeler comment les structures assujettissent, contraignent et façonnent. Toutefois, tout en adhérant au projet d'une réintégration des affects et des passions dans le champ des sciences sociales — après leur captation progressive par la psychologie et, plus récemment, par les

« sciences » cognitives —, l'ouvrage de F. Lordon peine à convaincre. Trois réserves principales peuvent être formulées.

Contrairement à ce que laisse entendre le titre de son ouvrage, l'auteur ne s'embarrasse pas véritablement des affects. Si sa lecture de la philosophie spinoziste l'amène à s'intéresser au désir, à la joie et à la tristesse (les trois affects de Spinoza), il les traite comme des concepts affectant les puissances d'agir. Mais il ne cherche jamais à caractériser les « émotions » (le mot n'est pas employé) ou les « passions ». Ainsi, on ne saura rien du dégoût, de la honte, de la culpabilité, de la colère, de la sollicitude, de l'amour, de la joie, de l'exaltation... Il ne dit rien non plus des très nombreux auteurs qui, avant lui, se sont penchés sur les émotions, voire sur les mentalités ou la « psyché ». Il ne cherche ni à saisir ce que les passions expriment, ni ce qu'elles traduisent, ni même ce qu'elles pourraient révéler. Elles sont des moteurs de l'action, structurantes, mais — sans contexte, sans histoire et sans corps — elles sont paradoxalement aussi creuses qu'elles sont déclarées déterminantes.

On regrettera également les attaques répétées contre les approches plus sensibles au « sujet ». Si l'on ne peut que partager les critiques que F. Lordon oppose explicitement aux théories de l'acteur rationnel, à une certaine économie libérale ou, plus généralement, aux interprétations sociologiques aveugles au social, nul besoin n'est d'écarter avec une telle véhémence toute référence au sujet. Une lecture plus informée de la sociologie et de l'anthropologie contemporaine aurait certainement permis de réarticuler les forces de contrainte aux capacités productrices du pouvoir, qui passe *nécessairement* par les (ré)appropriations subjectives à saisir dans leurs contextes politiques et historiques. Que l'on pense par exemple aux réflexions féministes autour de l'*agency*, à la manière dont l'anthropologie médicale traite aujourd'hui de l'incorporation ou à certains travaux classiques ou contemporains menés en sciences sociales sur le désir et les émotions (Norbert Elias, Arlie Hochschild, etc.), nul ne défend l'existence de sujets éthérés en capacité de vivre en dehors des contraintes. Au contraire, tous cherchent à repenser le sujet comme un être réflexif, contraint et agissant dont la capacité d'agir est produite *dans et par* les relations de pouvoir qui le façonnent et constituent le monde dans lequel il occupe une place. Depuis une vingtaine d'années, de nombreux travaux inspirés de Michel Foucault proposent un dépassement des interprétations subjectivistes du sujet, et leur méconnaissance apparaît dommageable à l'ambition de l'ouvrage.

La société des affects apparaît ainsi comme un essai qui entend défendre un structuralisme des passions sans se donner la peine ni les moyens de chercher leur existence, se cantonnant malheureusement à un geste critique qui, faute d'objet, peine à critiquer. Et si l'on partage avec l'auteur le même « désir » scientifique et théorique, le travail concret d'objectivation et de compréhension reste malheureusement à fournir, peut-être par la relecture savante des travaux philosophiques, mais aussi — et surtout — par la patience et le labeur qu'implique la confrontation nécessaire des chercheurs avec le premier mot du titre de l'ouvrage : la société.

Sébastien Roux

*Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés, territoires (LISST),
UMR 5193 CNRS – Université Toulouse II Jean Jaurès, Maison de la Recherche,
5, allées Antonio-Machado, 31058 Toulouse Cedex 9, France*

Adresse e-mail : sebastien.roux@ehess.fr

Disponible sur Internet le 22 juillet 2015